

Grande Mosquée de Bruxelles

Qu'est-ce qui cloche?

Après les trop nombreuses polémiques, l'État belge a décidé de reprendre la gestion du lieu, confiée jusqu'ici à l'Arabie saoudite. Mais la doctrine conservatrice qui y était enseignée s'est propagée au-dehors. "L'islam de Belgique" n'est pas encore pour aujourd'hui.

Texte:
Nicolas Sohy

C'est probablement la plus belle mosquée de Belgique et la plus typique. C'est aussi celle dont on parle le plus. Pas toujours pour les bonnes raisons. La Grande Mosquée de Bruxelles, où siège le Centre islamique et culturel de Belgique (CICB), vit une crise sans précédent. Depuis les attentats de Bruxelles, les apports négatifs se multiplient. Il y a d'abord eu la Commission d'enquête attentats qui constatait que certains imams ne maîtrisaient aucune de nos langues nationales. Ensuite, on a vu Theo Francken qualifier l'un des principaux imams du lieu saint, Abdelhadi Sewif, d'homme "très radicalisé et dangereux" et à ce titre lui retirer sa carte de séjour. Il basait sa décision sur un rapport de la Sûreté de l'État le décrivant comme un "communautariste" ayant des "positions rétrogrades concernant l'égalité hommes-femmes". Une décision finalement annulée par le Conseil du contentieux des étrangers qui ne liait l'intéressé à aucune menace réelle pour l'ordre public.

Il y a d'autres affaires, dont la démission de l'ancien directeur de l'établissement religieux, Jamal Saleh Momenah, après ses explications vaseuses devant la Commission d'enquête et, plus récemment, ce rapport particulièrement interpellant de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (Ocam). À en croire ce dernier, les formations des imams délivrées en arabe (il y en a d'autres en français) au sein du CICB inciteraient les fidèles à se lancer dans le djihad armé, à persécuter les homosexuels et à tenir des propos antisémites. Le rapport consulté et relayé par *La Libre* pointe le fait que ce cours "faisait partie du matériel pédagogique des milieux djihadistes arabes au sein et aux alentours du leadership central d'al-Qaida dans les années 80-90". Il s'appuie sur des bouquins, dont *La voie du musulman* dans lequel on conseille notamment de "trouver le bâtiment le plus haut et d'y jeter du toit l'homosexuel, la tête en bas, après quoi, il sera achevé par lapidation".

L'influence saoudienne

Après avoir recoupé ses sources, l'islamologue de l'ULB Corinne Torrekens estime à une dizaine le nombre de personnes formées de la sorte. Quelques-uns seraient devenus professeurs de religion musulmane dans différents lieux de culte (pas dans les écoles). Suite à cette enquête de l'Ocam, le parquet bruxellois a lancé une information judiciaire et a saisi divers ouvrages de littérature salafiste pour analyse. Toutes ces accusations sont néanmoins contestées par le directeur Tamer Abou el Saod, qui n'a pas répondu à nos sollicitations et qui était absent lors de notre passage sur place. Au JT de la RTBF fin mai, il expliquait que les livres et discours pointés du doigt par l'Ocam étaient étrangers au centre. "Je ne suis pas responsable des propagations de certains croyants. Ça ne représente pas notre point de vue." →

→ Il minimisait aussi l'importance des formations, il est vrai non reconnues par l'Exécutif des musulmans. "Ces deux cours libres sont pour les gens intéressés et qui veulent en savoir un peu plus sur l'islam, rien de plus."

À ce sujet, Mieke Groeninck, docteur en anthropologie sociale et culturelle à la KUL, se positionne dans son sens. Dans le cadre de ses recherches universitaires, elle a passé deux ans (2014 et 2015) à suivre les formations francophones de la mosquée et à discuter avec les professeurs et les femmes. "Il faut distinguer les structures bureaucratiques de cette institution et les personnes qui assurent la gestion quotidienne, réagit-elle. Le directeur, comme c'était le cas de son prédécesseur, n'est pas wahhabite. Les professeurs et les imams francophones ne reçoivent aucune directive d'en haut. Ils enseignent le contenu qu'ils veulent." Elle illustre: "Le programme d'études actuel et la permanence visent à interpréter ou à corriger des idées fausses sur l'islam. Les propositions salafistes sont nommées, classées, déconstruites et commentées. Cela concerne le dogmatisme, la réglementation des vêtements, la ségrégation sexuelle ou la participation à la vie sociale. Beaucoup plus d'attention est maintenant accordée au message religieux d'un djihad spirituel pour promouvoir le développement personnel et la cohésion sociale".

Sur place, les fidèles ne disent pas, on s'en doutait, autre chose. On y a notamment croisé Ahmed, qui vient prier cinq fois par jour. Les yeux rivés sur les photos de La Mecque et de Médine accrochées dans le hall d'entrée, il nous parle: *"Dès qu'on fait une bonne action, on gagne des points. Je viens prier ici car ça rapporte plus de points que si on le fait seul à la maison. Prier à La Mecque ou à Médine en rapporte encore plus"*. La pièce principale à l'étage est fermée, car en matinée trop peu de fidèles sont présents. Au rez-de-chaussée, les salles de prières sont vivantes. Ahmed explique: *"Je choisis cette mosquée pour sa beauté. Elle ressemble à celles du monde musulman. Ici, je peux discuter avec des hommes avisés qui ont la connaissance. Il y en a qui ont suivi les formations"*. Il montre les salles de classe où se tiennent les cours en arabe tant décriés. Il a entendu parler du rapport de l'Ocam. *"Est-ce qu'on est conservateur? Je ne crois pas. On applique simplement l'islam. Les sermons sont d'ailleurs disponibles en ligne, pour ceux qui en doutent."* Mais si sur place les fidèles minimisent les problèmes, ce n'est pas le cas des universitaires qui nomment le responsable de ces polémiques successives: l'Arabie saoudite. Tout a commencé en 1967 lorsque l'État belge s'est rendu compte qu'il n'avait pas les moyens nécessaires pour entretenir le monument. Le roi Baudouin a alors offert sa gestion au roi d'Arabie saoudite, Fayçal ben Abdelaziz Al Saoud. Ce bail emphytéotique devait durer 99 ans, mais vu les circonstances, le gouvernement Michel a logiquement décidé de résilier prématurément la convention avec la Ligue islamique mondiale. L'État belge reprendra donc la mainmise absolue sur la Grande Mosquée de Bruxelles l'année prochaine, le temps de constituer une nouvelle structure de gestion avec l'Exécutif des musulmans de Belgique.

"La base ne serait plus si conservatrice qu'on le dit depuis 2005 ou 2010, assure la chercheuse louvaniste. L'influence saoudienne a par contre persisté dans les structures bureaucratiques. Avec la rupture du bail, c'est sur le point de basculer aussi." Serait-ce la fin des problèmes et des polémiques? Pas si simple. La Grande Mosquée a influencé l'islam de Belgique pendant des dizaines d'années. Il ne suffit pas de rompre les liens avec Riyad pour tout changer. De fait, le conservatisme historique des représentants de l'établissement n'est pas une légende. L'influence djihadiste non plus. Depuis 2016, 25 personnes ayant été en contact avec l'établissement, dont 9 qui y ont suivi une formation, ont été placées sur la liste des "foreign terrorist fighters". Peut-être qu'il s'agit d'une coïncidence, comme le prétendait le directeur de l'époque, affirmant que le recrutement avait été fait par les réseaux sociaux. Ou peut-être que les causes sont

multiples. Mieke Groeninckx le sait, mais selon elle les cas problématiques sont de l'histoire ancienne. *"Les vrais radicalisés ne viennent plus à la Grande Mosquée. Les sermons et les cours sont trop surveillés. Ces personnes vont dans d'autres mosquées."*

Certains cours inciteraient au djihad armé. Une dizaine de personnes y auraient été formées.

Cheikh Google

C'est probablement le plus gros problème à régler désormais. L'orthodoxie longtemps prônée à la Grande Mosquée, qui peut encore l'être dans les structures arabophones (lire encadré), s'est répandue grâce à sa forte symbolique et ses budgets alléchants. Entre 2012 et 2014, le CICB a encore dépensé 1,2 million d'euros pour rémunérer *"le personnel affecté à la propagation de son idéologie"*, à en croire les déclarations de Jaak Raes, l'administrateur général de la Sûreté de l'État. Par prudence, la plupart des experts évoquent une doctrine conservatrice. Selon l'homme fort de la Sûreté, il s'agit du courant wahhabite, pas djihadiste, les gens qui la fréquentent étant *"très massivement opposés au terrorisme"*. La Grande Mosquée n'est pas responsable de tous les maux. Elle n'est qu'un vecteur de l'islam orthodoxe parmi d'autres. Aujourd'hui en Belgique, selon l'Exécutif des musulmans et la Sûreté de l'État, il y aurait encore 200 lieux du culte non reconnus et dépendants de financements privés, souvent étrangers. Mais ce sont surtout les ouvrages très orthodoxes et codifiés qui sont problématiques. Dans les bibliothèques et librairies islamiques (parfois à la Fnac), on trouve notamment les derniers essais de Tariq Ramadan ou d'Alain Soral, du créationniste turc Harun Yahya ou du défenseur wahhabite de la peine de mort pour les impies Abou Bakr Al-Jazairi.

Ce qu'on trouve sur Internet ne rassure pas non plus. Demandez *"Qu'est-ce qu'être musulman?"* à Cheikh Google et vous tomberez sur du contenu salafiste et fondamentaliste. Comment expliquer ça? *"Des groupes très conservateurs comme l'Arabie saoudite, et certains extrémistes comme al-Qaïda et Daesh,*

produisent de la théologie. Ils traduisent des bouquins qui arrivent chez nous, répond Corinne Torrekens. À côté d'eux, l'État belge et l'Europe ne traduisent pas ou peu les ouvrages libéraux." C'est pourquoi, entre autres raisons, on peinait à construire cet islam de Belgique auquel on aspire tant. Après avoir réglé les soucis de la Grande Mosquée, il faudra donc s'attaquer au reste, car les influenceurs (ultra-)orthodoxes venus de l'étranger n'ont pas dit leur dernier mot. ★

Deux langues, deux mondes

L'antenne francophone de la mosquée ne connaît pas de problème. On ne peut pas en dire autant de sa structure arabophone.

La Grande Mosquée installée dans le parc du Cinquantenaire à Bruxelles aurait deux visages. Aucune rapport ni pointe de difficultés particulières à l'égard des structures, formations, prêches ou fidèles francophones. Après une immersion de deux ans, la chercheuse Mieke Groeninckx en atteste. Au pire, quelques conversations informelles de fidèles partageant des positions conservatrices, notamment sur l'égalité hommes-femmes. *"Ce n'est pas un problème lié à l'islam. On trouve aussi ce genre d'opinions dans la société et le monde politique"*, rappelle-t-elle.

Mais les structures arabophones de cette même mosquée seraient davantage problématiques. Ce sont elles que l'Ocam, la Sûreté de l'État ou la justice pointent du doigt. Des faits difficiles à infirmer ou confirmer: lors de notre passage sur place, personne ne se disait capable de confirmer d'éventuelles différences concernant la Grande Mosquée arabophone. Par ailleurs, aucun chercheur universitaire ou expert de l'islam n'a à ce jour étudié les discours tenus en langue arabe. Mieke Groeninckx termine et rassure: *"Les polémiques concernent un minimum de personnes. L'antenne arabophone n'est fréquentée que par une poignée d'hommes d'un certain âge, les jeunes ne parlent plus assez l'arabe. Les discours relevés par l'Ocam sont problématiques, mais il ne faut pas généraliser"*.